FRANÇOISE GIROUD

La pratique giscardienne de la politique

ou l'art de l'anesthésie

Pourquoi entre-t-on dans le combat politique ? Le plus incertain, le plus ingrat, le plus propre à détruire chez un homme ce par quoi il se distingue d'un fauve ? Pour exercer le pouvoir.

La lutte politique n'a pas d'autre objet.

Et le pouvoir, en France, dans le régime de monarchie élective où nous sommes, se trouve à l'Elysée. Ailleurs, on est toujours le second de quelqu'un et il n'y a pas de Premier ministre qui, selon l'expression de Georges Pompidou, n'ait bu ce calice jusqu'à la lie.

N'ayant jamais mis durablement en doute qu'il était né pour exercer le pouvoir et que la France s'en trouverait bien, M. Giscard d'Estaing a donc inscrit l'Elysée à son itinéraire, avec des chances raisonnables d'y parvenir.

Sa relation avec la politique n'est ni d'un vaniteux, ni d'un idéaliste, ni d'un paranoïaque, les trois races les plus courantes de l'espèce combattante. La vanité est médiocre : il ne l'est en rien. L'idéalisme est absolu : il ne l'est en rien. La paranoïa est déraisonnable : il ne l'est en rien.

Simplement, « on vaut ce que l'on veut », il convient donc de vouloir haut.

Dans certaines carrières, celle de Georges Pompidou déjà nommé, par exemple, entrent le hasard ou tel concours imprévisible de cir-

constances. Lui, c'est avec la rigueur d'un bon joueur d'échecs, réfléchissant longuement avant d'avancer un pion, faisant peu de fautes et jamais d'irréparable, qu'il a mené sa partie.

Si ceux qu'il consultait, pendant la première période de sa vie publique, peuvent citer quelques occasions où il fut au bord de l'erreur tactique, où il faillit prendre la mauvaise décision, le fait est qu'il ne l'a pas prise et que, par rapport à l'objectif qu'il visait, sa stratégie a été constamment juste et froide. Le succès l'a couronnée.

Il est vrai que la chance, avec lui, s'est montrée bonne fille.

Son prédécesseur aurait-il vécu jusqu'au terme de son mandat, on sait aujourd'hui qu'il ne l'eût pas fait dauphin (1). Aurait-ce été le cas, l'élection présidentielle se produisant en 1976, et non en 1974, le ministre des Finances de ces deux années-là eût possiblement perdu une part du lustre d'efficacité économique et de haute technicité méticuleusement acquis et entretenu rue de Rivoli, lustre dont il brillait lorsqu'il se présenta aux suffrages de la nation.

Mais la chance doit lui être intégrée comme l'un des éléments qui déterminent son action, puisque le sentiment qu'il en a contribue à consolider son assurance. Cette intime certitude qu'il eut de bonne heure d'avoir été en quelque sorte élu en premier lieu par la Providence.

La fraction la moins politisée de l'électorat, et en particulier la fraction féminine la plus âgée (2), celle qui ne parle ni n'entend le langage à la fois commun et contradictoire autour des enjeux du pouvoir qui constitue depuis deux siècles la politique, fut et demeure largement sensible à cette auto-investiture.

Secrète légitimité de droit divin que la légitimité démocratique est venue ratifier.

Démocratique puisque le pouvoir émane du peuple. Mais pouvoir renouant cependant avec la tradition absolutiste. A cet égard, aucun régime ne pouvait mieux que la Ve République satisfaire la propension française à se donner un roi pour occuper l'espace qui contient l'ordre.

Né à la politique avec la télévision, M. Giscard d'Estaing a vite saisi que le sacre, aujourd'hui, ne se fait pas à Reims mais sur le petit écran, et qu'il doit être périodiquement renouvelé. Il en a très tôt maîtrisé la technique : vocabulaire limpide, débit lent, pauses

(1) Voir les *Mémoires* de Raymond MARCELLIN.
(2) Un million et demi d'électrices ont plus de 65 ans.

fréquentes, simplification du discours. Avantage : son intelligence de la nature singulière de l'instrument le protège de chercher à y jouer un autre personnage que le sien. A un accordéon près, ministre des Finances il s'est limité à l'exhibition de la compétence. Président de la République, il sera lesté du poids de la fonction mais non d'une *aura* paternelle, ou d'une bonhomie qui seraient artificielles.

Si la télévision n'exige pas que l'on s'y révèle dans son entier, elle est implacable au tricheur. Moyen puissant et quasiment inévitable de gouvernement des hommes, il l'emploie de façon constante aux fins qu'il assigne au chef de l'Etat dans ses rapports avec le pays : détendre, rassurer, sécuriser, apaiser, lénifier. En un mot : dédramatiser.

Il opère sous anesthésie.

C'est l'application de la manière décrite dans la chanson fameuse : « Allô, allô, James, quelles nouvelles ? », *Tout va très bien Madame la marquise...* Ainsi s'habituera-t-elle progressivement, la marquise, à l'idée que le château a brûlé. Car il brûle, nul n'en est davantage persuadé.

Dès 1974, le Président de la République a vu qu'en fait de crise, c'est à une rupture des équilibres économiques fondamentaux que l'Europe allait être affrontée, sans espoir de retour à la situation antérieure. Conclusion : il faut organiser l'appauvrissement, mais il ne faut pas le dire.

« Le secret d'Etat, c'est la vérité », assurait-il cependant en 1972. Il s'agissait alors de la publication des déclarations de revenus. Mais déjà il notait : « Je ne suis pas sûr qu'au fond de soi-même chacun soit tellement désireux de savoir... » (3).

S'agissant de l'état et de l'avenir de la France, il n'ira pas au-devant de ce non-désir.

Près de cinq années écoulées sans secousse ni troubles majeurs, alors que des pans entiers de l'industrie s'écroulaient sur des milliers de chômeurs n'ont pu que le confirmer dans cette attitude. Sauf accident de parcours, dont la prédiction le laisse sceptique, il n'en déviera pas pour courir les mois gros de péril qui s'annoncent.

L'opéré restera sous discours anesthésique, avec doses homéopathiques de vérité.

C'est une méthode délibérée, la plus adéquate à ses yeux pour faire traverser à la France, sans turbulences gravissimes, la zone de douleurs où elle est entrée. Dans toute la mesure du possible, les amortisseurs seront multipliés.

(3) Rencontres internationales, juillet 1972.

On remarquera que ses allocutions ne comportent jamais de ces métaphores militaires qui nourrissent si abondamment l'éloquence politique. La « mobilisation », fût-ce celle des esprits, « la guerre », fût-elle économique, « les armes », fussent-elles de la paix, ne hérissent jamais son verbe. Avec lui, on « évolue », on « prévoit », on « guide », on « humanise », on a « des motifs de réflexion ».

A travers écrits, discours ou conversations, ce qui apparaît, de sa réflexion personnelle, au fil des années, est remarquablement cohérent. Il n'y a pas de hiatus entre le leader des républicains indépendants et le Président de la République, contrairement au sentiment qu'éprouve parfois l'électorat de son parti d'origine.

La pensée s'articule autour de quatre thèmes, constamment évoqués :

— le néo-libéralisme ;
— le changement ;
— le rôle du chef ;
— la recherche de sens derrière l'action.

Entre 1968 et 1972, elle s'exprime ainsi, à des occasions diverses :

1) *Sur le libéralisme*

« La forme la plus savante de la pensée économique contemporaine est la pensée néo-libérale. Elle comporte des idées très originales, telle la théorie de la croissance continue, ou la théorie de la recherche de l'équilibre à un certain niveau économique. C'est donc une théorie très avancée et nouvelle » (décembre 1968) (4).

2) *Sur le changement*

Pourquoi s'impose-t-il ?

« La loi fondamentale de notre époque est celle du changement. Toute action politique fondamentale doit être conforme à la loi de l'époque » (1972) (5).

« Prévoir, préparer et guider le changement est la mission essentielle des responsables politiques » (1972) (6).

Qu'est-ce qui le paralyse ?

« Les forces nombreuses, plus respectables qu'on ne le dit, qui tirent la France vers la nostalgie du XIXe siècle, c'est-à-dire vers la

(4) Débat avec Louis Armand, 19 décembre 1968.
(5) Préface à *Imaginer l'avenir*, 1972.
(6) Convention des Clubs Perspectives et Réalités, 3 décembre 1972.

stabilité sociale, l'enracinement des valeurs intellectuelles et morales, le franc-or, mais aussi la sous-industrialisation, les barrières infranchissables des classes sociales, le nationalisme fanfaron » (1968) (7).

Comment l'accélérer ?

« Il faut aller chercher l'inadaptation là où elle est enracinée, c'est-à-dire dans les esprits et dans les mœurs. Dans les esprits, car une lente fissure a écarté l'intelligence française de la maîtrise et de la domination des problèmes de notre temps » (1968) (8).

3) *Sur le rôle du chef*

« Dans la conception traditionnelle, l'homme d'Etat a pour mission essentielle de commander, le pouvoir consiste à imposer. Dans les temps à venir, l'homme d'Etat se dégagera largement des tâches de gestion pour apparaître comme un révélateur et un initiateur... »

« Une de ses fonctions fondamentales sera de faire prendre conscience très clairement à ses concitoyens des réalités du moment et des cheminements souhaitables pour l'avenir. Dans des temps d'incertitude et souvent d'inquiétude, les responsables politiques devront éclairer l'évolution prévisible de la société et lui fixer un cap » (1972) (9).

Ce sera le propos de *Démocratie française.*

Et cette formule qui contient le noyau de ce qui deviendra — ou plutôt ne deviendra pas — la réforme de l'entreprise : « Les formes de commandement elles-mêmes devront être repensées dans une direction où l'autorité ferait place à la conviction et à la supériorité intellectuelle » (1972) (10).

4) *La recherche de sens derrière l'action*

Peut-être étonnera-t-on en disant qu'il y a, chez M. Giscard d'Estaing, un fond de modestie. Non par rapport à ses capacités propres, qu'il mesure, mais à l'empreinte qu'il laissera sur l'Histoire et plus généralement au rôle du Politique. Ce n'est pas Prométhée.

« Les bons politiques sont des gens qui améliorent les institutions de la société humaine. Mais ce ne sont pas les politiques qui donnent l'objectif final. L'objectif final a toujours été proposé soit par des religions, soit par des systèmes généraux de croyance ou de pensée... »

« A l'heure actuelle, c'est extrêmement frappant, on ne rencontre personne pour proposer vraiment un objectif. Même la construction

(7) Préface à *Des barricades ou des réformes*, d'Alain GRIOTTERAY, 1968.
(8) *Ibid.*
(9) Préface à *Imaginer l'avenir*, 1972.
(10) Rencontres internationales, juillet 1972.

de l'Europe est surtout un mécanisme et pas assez une intention de société. Ce n'est pas un sens donné à l'action et à la vie. Si bien que je ressens plus profondément encore que le vide de la pensée politique le vide de la pensée philosophique de notre époque... » (1968) (11).

L'expression négative est rare dans la forme, mais il dit la même chose quand le discours public impose l'expression positive :

« Quels changements ? Quels espoirs ? L'objectif doit être pour nous de provoquer une renaissance de la joie et de la signification de vivre... » (1972) (12).

Mais il sait à quoi s'en tenir sur « le vide de la pensée philosophique » et qu'il n'entre pas dans son destin, si haut soit-il, de le combler.

L'attention qu'il a toujours portée à ceux que l'on appelle les intellectuels, attention si étrangère au politique vulgaire, est l'un des signes de sa vigilance à l'égard des mouvements de la pensée contemporaine. Et l'expression publique d'un optimisme constant, une sorte de tranquillisant, d'antidépresseur administré collectivement. Qu'il en use lui-même, pour son propre bonheur d'être, ne signifie pas qu'il en soit dupe, dans ses profondeurs.

Ces textes anciens n'accusent, on le voit, aucun décalage avec le discours tenu depuis, et il n'existe, à ma connaissance, aucune déclaration d'intention de M. Giscard d'Estaing qu'on pourrait aujourd'hui lui opposer.

Seules les prévisions économiques apparaissent, *a posteriori*, surréalistes. Il faut en faire mention pour n'être pas suspect de les dissimuler à des fins de démonstration.

En décembre 1972, le ministre des Finances affirme : « Le progrès du bien-être dans le cadre d'une croissance humanisée est l'assurance que nous pouvons donner aux Français avec la plus grande certitude. Notre économie a, à l'heure actuelle, un fort potentiel de développement qu'une gestion économique active et avisée peut porter à de nouvelles performances, entraînant une forte augmentation des niveaux de vie » (13).

Et à la télévision, le 3 mai 1974, pendant la campagne présidentielle : « Je prendrai toutes les mesures nécessaires pour garantir votre emploi, à vous salariés, à vous travailleurs, à vous ouvriers,

(11) Débat avec Louis Armand, 19 décembre 1968.
(12) Convention des Clubs Perspectives et Réalités, 3 décembre 1972.
(13) Discours au Conseil des Ministres de l'OCDE, 20-22 mai 1970.

et aussi pour garantir votre revenu, à vous épargnants, à vous agriculteurs. »

L'aveuglement, dans ce domaine, n'a épargné personne.

Au moins faut-il rappeler cette remarque faite dès 1970 : « Il semble bien que nous ne sachions pas réaliser la croissance sans inflation. L'évolution de nos économies depuis deux ou trois ans devrait constituer pour nous tous un grave motif de réflexion » (14).

Un de plus. Auquel il faudrait ajouter que la France a appris, depuis, à réaliser l'inflation sans la croissance.

Cela, il espère passionnément, depuis 1974, que nous parviendrons à y échapper, rejoignant ainsi l'Allemagne fédérale. On sait que « l'espoir voit un défaut dans la cuirasse des choses. »

L'élément nouveau apparu dans sa relation avec l'action politique, telle qu'il la décrivait avant d'être en situation de la conduire, c'est le Temps. Le Temps qui, seul, a sa confiance. Le Temps, allié de qui sait l'employer à user les autres sans se laisser user par lui.

Dès lors qu'il jugeait l'inadaptation « enracinée dans les esprits et dans les mœurs », l'effort d'adaptation — la Réforme — devait s'y attaquer en priorité.

Ce qu'il a fait.

Le reste devait venir par surcroît.

Le reste n'est pas venu.

Pouvoirs économiques concentrés entre quelques mains, élitisme entretenu par le système d'enseignement et de concours, société close des énarques décidant de tout à Paris, stérilisation de l'initiative dans les provinces, administrés présentant leurs suppliques aux préfets-intendants du pouvoir central, présidents de conseils régionaux présentant leurs suppliques au roi, fiscalité la plus inégalitaire d'Europe, Italie exceptée, puisqu'elle frappe davantage la consommation que les revenus : la structure d'ensemble est restée intouchée.

Il n'entre pas dans le cadre de cet article d'étudier la configuration de politique intérieure dans laquelle le Président de la République a eu à se mouvoir : schisme d'une majorité si faiblement majoritaire, élections cantonales et municipales accusant successivement la montée de l'opposition, élections législatives hasardeuses exigeant que s'opère le report des voix.

Constatant qu'il a choisi de laisser se pétrifier le mouvement amorcé plutôt que d'engager le fer sur des réformes de fond, l'un

(14) *Ibid.*

dira qu'il y était contraint ; l'autre qu'il fut pusillanime ; un autre qu'il fut habile ; un autre qu'il eût modifié cette configuration en présentant des projets que les socialistes auraient été obligés de ratifier (telle l'interruption de grossesse) ; un autre enfin qu'il a joué avec le feu en laissant les choses en l'état et qu'on le verra tôt ou tard.

Toujours est-il qu'en fait d'adaptation, c'est lui qui s'est adapté à l'inadaptation, si l'on ose dire, et que le mot « changement » a disparu du vocabulaire giscardien depuis environ deux années au bénéfice du mot « unité ».

Interrogé sur ce point au cours d'une conférence de presse, le 22 novembre 1978, il a répondu :

« Le changement, j'y reste tout autant attaché... Mais quand on a à le conduire on s'aperçoit qu'il dérange un certain nombre de situations, un certain nombre d'habitudes... Je souhaite donc faire en sorte que le changement nécessaire pour la France ne soit pas trop pénible pour telle ou telle catégorie de Français. »

Un mauvais esprit se serait, ce jour-là, étonné qu'il ait pu concevoir un changement qui ne dérangeât ni habitudes ni situations, ni aucune catégorie de Français.

Mais les mauvais esprits n'interviennent pas lors des conférences de presse présidentielles.

Observant le bilan de cinq années de pouvoir, peut-être lui arrive-t-il de se dire furtivement que le Président de la République a, en somme, le pouvoir de tout faire sauf ce qu'il veut ? A supposer que cette pensée l'effleure, elle ne doit pas trouver où s'attarder. La souplesse dans le repli tactique n'affecte pas la permanence dans le dessein : tout changer pour que rien ne change de ce qu'il juge devoir être conservé. Intangible.

Que la classe possédante oscille entre la peur et l'oubli de sa peur, à peine la croûte du volcan reformée, l'afflige comme un défaut d'intelligence.

Cette intelligence française « qu'une lente fissure a écartée de la maîtrise et de la domination des problèmes de notre temps ».

Au reste, qui n'est pas, en France, conservateur de quelque chose ? Archaïque, comme on dit maintenant. Immense conjuration hétéroclite où s'ensablent les forces de changement.

Continuer, poursuivre, c'est lutter contre tout. Il faut savoir rester calme. Regarder froidement. Atteindre 1981 sans irriter aucune blessure, décourager aucune illusion, exaspérer aucun antagonisme, afin que se dégage des urnes une majorité présidentielle élargie, « giscardienne » cette fois, indubitablement.

Alors, sur le métier il remettra l'ouvrage. D'ici là, prendre du champ.

La priorité dans l'adaptation est passée des structures mentales à celles de l'industrie et, dans ce domaine, le temps ne se gagne pas. Il se perd.

A un Premier ministre imperturbable dans sa détermination et insensible à l'impopularité de conduire ce changement-là, avec les traumatismes qu'il entraîne.

Au Président de la République de tricoter l'Europe et d'empêcher que la France ne tombe hors de l'Histoire.

Il appréhende plus clairement que quiconque le monde dans son ensemble, le poids relatif de l'Occident et de l'Orient articulés l'un et l'autre sur la charnière russe, les forces relatives qui s'y développent et s'y essoufflent, leurs connexions croissantes, l'enchevêtrement symphonique qui a succédé à ce que Paul Valéry appelait l'histoire mélodique pour indiquer que l'époque en était révolue.

A la table où se joue le Grand Jeu, celui de la politique internationale, sa donne est faible. Mais, outre qu'il est bon à ce jeu-là, il tient des institutions plus de liberté d'allure que ses partenaires du camp occidental. Le Président des Etats-Unis doit son élection à l'état d'esprit anti-interventionniste du peuple américain, issu de la guerre du Vietnam ; les Anglais sont fatigués ; le chancelier d'Allemagne trop avisé pour réveiller de vieilles méfiances en exhibant prématurément des muscles.

« Le dernier empereur d'Europe » : c'est le titre de l'article que *The Economist* de Londres consacrait en décembre 1978 à M. Giscard d'Estaing.

« La grandeur française est parfois fatigante, écrit *The Economist.* Mais il y a quelque avantage à ce qu'un leader national au sein de l'alliance occidentale soit en quête de grandeur... Le Premier ministre étant chargé des affaires triviales, le Président de la République française a le temps de rêver. Ainsi, son goût pour les initiatives internationales audacieuses : percées de la Communauté européenne, intervention militaire en Afrique, retour en force de la France dans le débat sur le désarmement mondial dominé par les Etats-Unis et l'URSS. Ces initiatives n'aboutissent pas toujours, mais elles montrent une capacité d'action, alors que les autres sont trop timorés ou compromis pour bouger (...) Il serait dommage que le Président de la France soit découragé de poursuivre dans ce rôle d'éclabousseur international qui, jusqu'à présent, a bien servi l'Occident... »

Un peu de sauce anglaise sur du sucre glacé.

Le découragement ne risque pas de détourner M. Giscard d'Estaing

de cet exercice « impérial » où il est plus aisé qu'en politique intérieure de faire coïncider l'analyse et le geste.

Peut-être même — mais lui seul pourrait le dire — est-il plus aisé d'amener à ses vues, sur tel point, le Président des Etats-Unis qu'un secrétaire de fédération PR. Outre qu'il y a des fréquentations plus divertissantes que d'autres.

L'amour-propre national ne peut y trouver que des satisfactions et le moment n'est pas de le négliger, alors qu'il faut habituer les Français aux dimensions réelles de leur puissance collective, sans provoquer ni réactions de fièvre nationaliste ni réactions dépressives.

Tâche ingrate, dont on dira peut-être, un jour, s'il la mène à bien, que ce fut la grandeur du Président de la République de s'y être attelé.